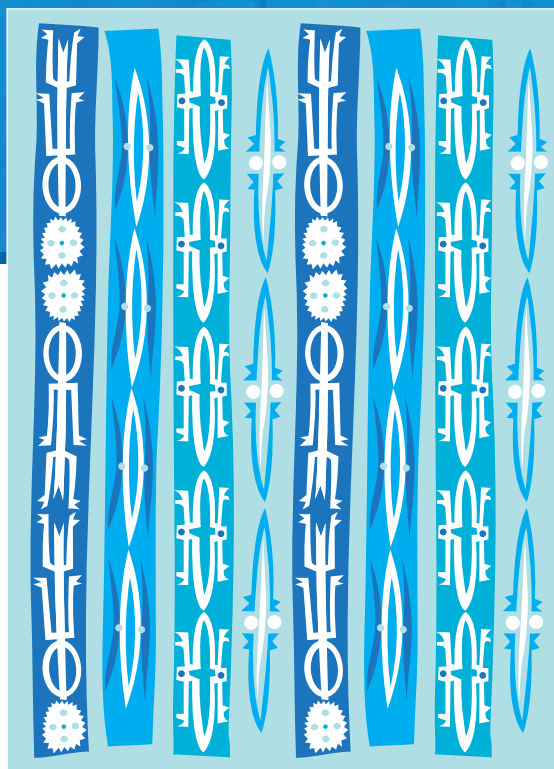




Secrétariat général de la Communauté du Pacifique

VANUATU : PROGRAMME DU PAYS



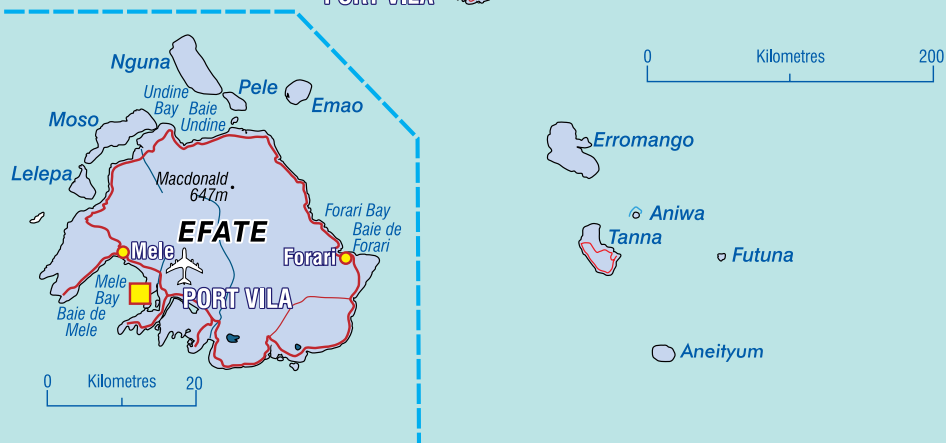
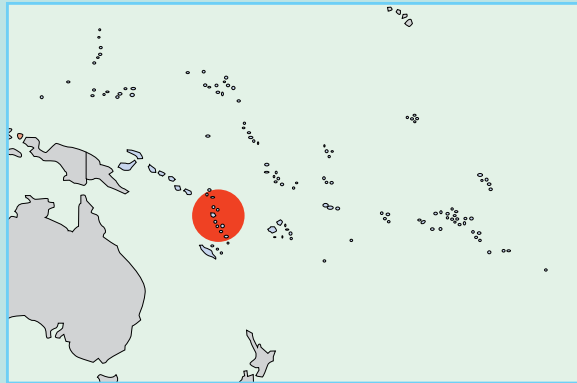
VANUATU



2014
RAPPORT



Vanuatu



Imprimé à la CPS sur du papier Cocoon entièrement fabriqué à partir de déchets post-consommation et certifié par le Forest Stewardship Council (FSC), conformément à l'engagement pris par la CPS en faveur de la réduction des émissions et de la durabilité environnementale.



VANUATU : PROGRAMME DU PAYS

Rapport 2014



Secrétariat général de la Communauté du Pacifique
Nouméa, Nouvelle-Calédonie, 2014

© Copyright Secrétariat général de la Communauté du Pacifique

Publié par le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, Nouméa, Nouvelle-Calédonie
BP D5, 98848 Nouméa Cedex, Nouvelle-Calédonie

Photographies et illustrations : agents de la CPS, sauf indications contraires

Sommaire

Avant-propos	v
Coopération entre la CPS et Vanuatu	1
Pleins feux sur l'action menée par la CPS à Vanuatu	3
En bref : la coopération de la CPS au service du développement	11
Annexe 1 : Formations dispensées par la CPS à Vanuatu (juillet 2013-juin 2014)	12
Annexe 2 : Synthèse des principaux produits de la coopération entre la CPS et Vanuatu en 2014	13



Blue hole. Santo, Vanuatu

Avant-propos



Je suis ravi de vous présenter le rapport annuel de la CPS relatif à son programme pour Vanuatu. Le présent rapport offre un aperçu des progrès réalisés par Vanuatu sur le front du développement avec le soutien de la CPS. Les quatre articles de fond qu'il inclut visent à illustrer les effets de nos efforts conjoints et le fonctionnement pratique de la collaboration entre Vanuatu et la CPS. Un inventaire plus complet des actions menées par la CPS, notamment en matière de formation, est fourni à la fin du présent rapport.

Ce rapport est le premier que je présente en ma qualité de Directeur général. Aussi souhaiterais-je rendre hommage aux citoyens et au gouvernement de Vanuatu en tant que membres de la CPS mais également en tant que partenaires du développement de la région Pacifique. La CPS est fière de coopérer avec Vanuatu, et je m'engage personnellement à ce que l'Organisation œuvre autant que possible à l'amélioration continue du travail entrepris en vue d'atteindre les objectifs de développement que Vanuatu s'est fixés.

Cette année, nous nous sommes interrogés sur la manière dont la CPS peut consolider son rôle de ressource envers ses 22 pays insulaires membres. Nous sommes convaincus que l'Organisation bénéficie d'une position privilégiée pour aider ses membres, dont Vanuatu, à relever les grands défis de développement auxquels ils sont confrontés. Parmi les défis que nous rencontrons tous dans le Pacifique, figurent notamment la réduction des maladies non transmissibles (MNT), le renforcement de la résilience aux risques climatiques et aux risques de catastrophe ; l'amélioration des perspectives économiques ou encore la possibilité pour la jeune génération d'exploiter pleinement son potentiel. Aucun de ces défis ne peut être relevé de manière satisfaisante au moyen d'approches monosectorielles ; seules des démarches plurisectorielles, ancrées sur le long terme et faisant appel aux meilleures compétences et connaissances disponibles, sauront y parvenir.

C'est la raison pour laquelle, en 2015, nous prévoyons de nous entretenir avec nos membres afin de déterminer la manière dont la CPS pourrait mieux définir et intégrer ses travaux et son expertise, de manière à accorder une attention ciblée aux priorités de développement propres à chaque pays. Nous espérons que ces consultations déboucheront sur divers axes de collaboration qui aideront à élaborer les futurs programmes nationaux.

Je vous encourage à consulter le Rapport de résultat du programme de la CPS pour la période 2013-2014 afin de découvrir l'inventaire exhaustif de l'action que l'Organisation mène dans la région pour le compte de ses membres. Je tiens à remercier Vanuatu pour sa contribution à ce travail. Je profite également de cette occasion pour remercier nos partenaires du développement qui se sont investis sur le plan financier et intellectuel dans cette tâche de la plus haute importance.



Colin Tukuitonga
Directeur général, CPS



Coopération entre la CPS et Vanuatu

Le présent rapport fournit un aperçu des travaux réalisés par la CPS, en collaboration avec Vanuatu, au cours de l'année 2014. Il vise à montrer la manière dont les initiatives menées par la CPS à l'échelon national, à la demande de Vanuatu, viennent compléter l'action régionale de l'Organisation et bénéficient ainsi tant à la population de Vanuatu qu'à celle du Pacifique dans sa globalité. Ce document offre également une vue d'ensemble de la manière dont la CPS aligne ses travaux sur ceux de Vanuatu afin que ce dernier atteigne ses grands objectifs de développement, tel que détaillés dans le Programme d'actions et de priorités de Vanuatu 2006-2015 (PAP).

En tant qu'organisation d'aide au développement, la CPS apporte son savoir-faire et propose une coopération scientifique et technique pour aider ses membres à atteindre trois grands objectifs de développement :

- La région du Pacifique et ses peuples profitent d'une croissance économique durable et inclusive.
- Les communautés du Pacifique sont autonomes et résilientes.
- Les Océaniens réalisent leur plein potentiel, tout en vivant longtemps et en bonne santé.

Cette année, nous avons synthétisé les activités et les progrès réalisés à Vanuatu à l'aune de ces trois thématiques du développement de manière à mieux cerner l'efficacité des interventions de la CPS. L'action appuyée par l'Organisation repose sur des compétences sectorielles largement reconnues. Parmi les secteurs en question figurent notamment les transports et l'énergie, la statistique, la pêche et l'aquaculture, les ressources minérales et les géosciences (y compris la cartographie et la modélisation géographiques), l'agriculture, la foresterie et l'aménagement du territoire, la santé, l'eau et l'assainissement, l'éducation, le genre, la jeunesse et les droits de la personne.

La CPS accompagne les efforts engagés en faveur du développement dans la région en mettant à la disposition des États et Territoires insulaires océaniques un éventail de connaissances et de bonnes pratiques scientifiques et techniques adaptées. Compte tenu de l'interdépendance des thématiques du développement et de notre volonté d'optimiser l'efficacité du soutien fourni, la CPS souhaite perfectionner le processus actuel d'élaboration des programmes nationaux, qui reposera désormais sur des consultations prospectives, menées en continu avec de nombreuses parties prenantes au sein de chaque État ou Territoire, en vue d'offrir des prestations techniques de qualité en adéquation avec les priorités transversales des membres en matière de développement. L'objectif est de façonner autant que possible un programme de coopération technique durable, ayant des effets concrets sur le développement et répondant aux besoins des pays concernés.

L'approche régionale dans la pratique

Depuis la création de la CPS, nous sommes convaincus qu'il est important d'adopter une approche régionale pour répondre aux besoins communs des pays de la région. Bien que les États et Territoires insulaires océaniques se distinguent à bien des égards, ils sont confrontés à des difficultés similaires dans des secteurs comme la pêche, les transports, la santé et la sécurité alimentaire, ainsi que dans de nouveaux domaines, tels que le changement climatique. La CPS salue les compétences et les capacités de la région, sur lesquelles elle s'appuie, et encourage les experts océaniques à partager leurs expériences et leur savoir-faire avec leurs homologues issus d'autres pays du Pacifique insulaire. La CPS œuvre également en faveur des services régionaux d'intérêt général, qui bénéficient à l'ensemble des pays océaniques, comme la banque de gènes du Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT), dont la mission est d'aider les pays à conserver leurs cultures vivrières et à introduire de nouvelles variétés végétales dans une optique de diversification culturelle.

Notre action régionale complète les initiatives menées à l'échelon national. Les travaux menés par la CPS pour le compte de ses membres afin de faciliter la coopération et d'exploiter les atouts offerts à travers une série d'initiatives régionales apportent la preuve des avantages tangibles et pratiques de l'approche régionale, lesquels sont décrits plus en détail dans le Rapport de résultats du programme de la CPS pour la période 2013-2014 (2013-2014).

Les services fournis par la CPS à l'échelon régional consistent, entre autres, à :

- Renforcer les partenariats régionaux en vue de faciliter le partage d'informations et d'établir des liens entre les États et Territoires insulaires océaniques, d'une part, et les actions menées en faveur du développement aux échelons régional et international, d'autre part.
- Améliorer la gestion des ressources hauturières de la région au moyen d'évaluations de stocks, d'analyses scientifiques et d'initiatives visant à aider les pays à définir et à protéger leurs limites maritimes.
- Aider les pouvoirs publics à prendre des décisions éclairées grâce à la base de données statistiques régionale de la CPS, aux portails d'information sectoriels, aux systèmes d'information géographique et aux services de cartographie, aux analyses économiques et à d'autres services de conseil.
- Améliorer l'accès à des services de transport maritime sûrs et abordables par le biais d'actions de coopération technique, d'accords maritimes régionaux et de formations.
- Renforcer la sécurité de l'approvisionnement énergétique au moyen de services de conseil relatifs aux produits pétroliers.
- Renforcer la sécurité alimentaire en misant sur la conservation et la distribution des ressources végétales de la région, ainsi que sur l'amélioration de la capacité d'adaptation des variétés de plantes vivrières aux conditions climatiques et la conduite de recherches permettant de perfectionner les techniques d'exploitation agricole.
- Contrer la menace que représentent les maladies animales transfrontières pour l'élevage et la santé publique en améliorant les services vétérinaires.
- Détecter et endiguer les maladies menaçant la région grâce au Réseau océanique de surveillance de la santé publique.
- Prôner des réformes législatives dans toute la région pour lutter contre la violence familiale.
- Promouvoir le bien-être via la sensibilisation à la dimension de genre et son intégration.
- Développer les sciences, les politiques et les législations pour permettre aux États et Territoires insulaires océaniques de tirer profit d'une exploitation écologiquement et économiquement viable des ressources minérales des grands fonds marins.
- Fournir un soutien aux États et Territoires insulaires océaniques dans le cadre de leur préparation aux effets des catastrophes naturelles et du changement climatique en œuvrant à la promotion de la Stratégie régionale pour un développement résilient au climat et aux catastrophes, en améliorant les formations proposées en la matière et en renforçant les partenariats régionaux

Pleins feux sur l'action menée par la CPS à Vanuatu

→ Amélioration du développement économique via une meilleure gestion halieutique à Vanuatu

À droite : Des agents du service des pêches prélèvent des échantillons biologiques de vivaneaux profonds.



La CPS coopère avec les autorités de Vanuatu pour améliorer la gestion halieutique à l'échelon national.

Les travaux réalisés sur le vivaneau profond et sur le burgau, deux ressources halieutiques précieuses pour le pays, illustrent les progrès accomplis dans ce domaine.

Une gestion durable et responsable des ressources halieutiques revêt une importance capitale dans le Pacifique, car c'est une condition indispensable à la sécurité alimentaire et au développement économique. La CPS œuvre sur plusieurs fronts, en coopération avec les autorités de Vanuatu, pour améliorer la gestion halieutique à l'échelon national. Les progrès accomplis dans ce domaine sont illustrés par les travaux réalisés sur le vivaneau profond et sur le burgau, aussi appelé turbo vert, deux ressources précieuses pour Vanuatu en termes à la fois de ressources alimentaires et de sources de revenu potentielles.

Si le burgau est une ressource alimentaire, il est aussi très prisé pour sa coquille, utilisée dans la fabrication d'objets de marqueterie, de boutons, de bijoux et de souvenirs appréciés sur le marché asiatique. Le prix d'une coquille de burgau peut monter jusqu'à 40 ou 50 dollars É.-U. Cependant, une mauvaise gestion de l'espèce et la surpêche de celle-ci ont entraîné sa quasi-disparition dans nombre de ses zones de pêche traditionnelles. Conscientes qu'il fallait préserver cette ressource importante quasi disparue, les autorités de Vanuatu ont interdit en 2005 la pêche commerciale et l'exportation du burgau pour une période de 15 ans. Dans le cadre du programme de reconstitution de la population mis en œuvre, des stocks sauvages de burgaux ont été réintroduits.

La CPS et le service des pêches de Vanuatu ont réalisé en 2013 une évaluation des stocks de burgaux qui a révélé que la population commençait à se repeupler sur l'île d'Éfaté. Cette évaluation a également permis de localiser des individus qui avaient échappé à la surexploitation sur l'île d'Aneityum. La difficulté d'accès au marché, l'efficacité de la gestion mise en œuvre par les insulaires et la présence d'autres moyens de subsistance via l'écotourisme sont autant de facteurs qui avaient contribué à protéger ce stock contre une pêche intensive. La CPS collabore actuellement avec le service des pêches de Vanuatu pour mettre au point des mesures de protection de ce stock de burgaux sur l'île d'Aneityum. Un rapport national sur cette espèce, où sont recommandées des mesures pour une gestion plus saine des stocks, a été publié, et un plan de gestion du burgau est en cours d'élaboration.

Le soutien apporté par la CPS à l'interdiction de pêche décrétée au niveau local a permis de réduire les ventes illégales de burgaux sur les marchés de Port-Vila. L'Organisation a également participé aux efforts de sensibilisation à ce problème, par l'intermédiaire de communiqués de presse et d'actions d'information de la population, pour décourager la vente de burgaux à des fins de consommation de la chair ou de fabrication de produits dérivés de la coquille. Ces initiatives devraient accélérer la reconstitution des stocks.

Le vivaneau profond est une autre ressource majeure de Vanuatu ; c'est une espèce appréciée par les touristes, qui dynamise un vaste marché intérieur via les restaurants locaux. Ce poisson est doté d'un double avantage : des qualités gustatives et une consommation sans risque, car il évolue dans des habitats profonds, où il n'est pas exposé à la ciguatera, toxine qui touche généralement les espèces de poissons récifaux. Vanuatu a sollicité une assistance technique de la part de la CPS en vue de renforcer ses capacités nationales de gestion de la pêche du vivaneau profond, et d'obtenir des informations sur l'espèce pour mettre au point un plan de gestion efficace de cette ressource halieutique. La CPS apporte également un soutien financier et technique à M. Jeremie Kaltavara, biologiste des pêches ni-Vanuatu à la carrière prometteuse, qui prépare un master à l'Institut universitaire australien de formation maritime de Launceston. M. Kaltavara, qui devrait terminer ses études fin 2014, conduit des recherches sur la biologie des deux espèces majeures de vivaneaux profonds à Vanuatu : le vivaneau la flamme et le vivaneau rouge. Les résultats de ses recherches serviront à améliorer les évaluations des stocks de ces espèces et à élaborer des stratégies adaptées à leurs caractéristiques biologiques. Évoquant ses travaux, M. Kaltavara a déclaré : « À mon retour chez moi, je compte continuer de mettre en pratique ces nouvelles compétences et analyses scientifiques pour que soit mieux gérée la pêche du vivaneau profond à l'échelon local à Vanuatu. »

Au cours d'une expédition scientifique menée à Espiritu Santo en 2013, la CPS a prélevé, entre autres, d'importants échantillons biologiques de vivaneaux la flamme et de vivaneaux rouges. Ces prélèvements ont permis de mieux comprendre la biologie de populations de vivaneaux relativement inexploitées. La CPS a également effectué des missions d'échantillonnage au port, à Santo et Port-Vila, les pêcheurs remettant aux agents du service des pêches des échantillons de leurs prises pour qu'ils déterminent l'âge, le sexe et la maturité sexuelle des spécimens capturés. Les informations ainsi recueillies sont importantes pour la gestion halieutique, car elles ont permis de se faire une idée de la proportion de la population en âge de se reproduire, donnée nécessaire à l'évaluation de la viabilité écologique de la pêche de cette espèce.

Se fondant sur les données collectées, la CPS a mis au point des modèles sophistiqués de distribution du vivaneau profond en Océanie, ce qui a rendu possible la création de cartes des habitats potentiels de l'espèce, y compris dans la zone économique exclusive de Vanuatu. Ces cartes servent de référence à la conception de programmes de surveillance et de gestion spatiale des populations.

Grâce aux évaluations des stocks de burgaux et de vivaneaux profonds, les gestionnaires du secteur halieutique, entre autres décideurs, pourront élaborer des stratégies de gestion durable de ces deux ressources halieutiques. L'action de la CPS à Vanuatu aide le pays à mieux gérer ses ressources halieutiques, conformément aux objectifs qu'il s'est fixé, à des fins de sécurité alimentaire et de développement économique.

Cette action s'inscrit dans le cadre des initiatives menées conjointement par la CPS et Vanuatu pour assurer une gestion plus efficace et plus durable de la pêche dans le pays. Elle est rendue possible par un partenariat avec l'Union européenne (pêche du burgau) et avec le gouvernement australien (projet relatif au vivaneau profond).

➔ Promotion des droits de la personne à Vanuatu

À droite : La reddition de comptes suscitée par la remise régulière de rapports au titre de l'Examen périodique universel contribue à la protection des droits de tous les habitants de Vanuatu.



L'Examen périodique universel est l'occasion pour les États d'examiner leur situation en matière de respect des droits de la personne, de dialoguer avec des partenaires de la société civile et d'établir un ordre des priorités des mesures à mettre en œuvre pour traiter les nouveaux enjeux entourant les droits de la personne.

La promotion et la protection des droits de la personne constituent les pierres d'assise du développement d'une nation. L'Examen périodique universel (EPU) est un mécanisme d'évaluation interétatique, conduit sous les auspices du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Tous les États membres des Nations Unies sont tenus de remettre des rapports au titre de ce processus, qui consiste notamment à passer en revue les réalisations dans le domaine des droits de la personne, y compris l'accès à l'éducation, aux soins de santé, et à l'emploi, et le respect de la liberté d'expression – autant de droits qui contribuent directement à la construction d'une nation.

Chaque État membre doit présenter les mesures qu'il a prises pour améliorer la situation des droits de la personne sur son territoire et remplir ses obligations en la matière. Parmi les recommandations formulées à l'intention de Vanuatu lors du deuxième examen du pays au titre de l'EPU figuraient la lutte contre les violences faites aux femmes et contre la corruption, le renforcement du système judiciaire, l'amélioration des conditions carcérales et l'amélioration du respect des droits des enfants et des personnes souffrant d'un handicap.

L'Examen périodique universel est l'occasion pour les États d'examiner leur situation en matière de respect des droits de la personne, de dialoguer avec des partenaires de la société civile et d'établir un ordre des priorités des mesures à mettre en œuvre pour traiter les nouveaux enjeux entourant les droits de la personne.

Vanuatu a fait l'objet de son premier examen au titre de l'EPU en 2009, et les autorités ont remis leur deuxième rapport au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies en janvier 2014. Ces deux examens se sont fondés sur les conseils d'experts régionaux du Secrétariat général du Forum des Îles du Pacifique (FIP), du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et de la CPS.

La CPS, en partenariat avec le FIP et le HCDH, a dispensé une formation sur les droits de la personne à l'intention de représentants de l'administration publique et de la société civile pour les préparer aux examens. Dans le cadre de ce processus, les autorités ont constitué une commission nationale des droits de la personne, dont la principale mission est de formuler des recommandations pour veiller au respect des engagements pris dans ce domaine.

La commission joue également un rôle de conseil auprès du gouvernement quant à la mise en œuvre des recommandations issues de l'EPU. Pour définir les travaux de la commission, M. Mark Bebe, directeur général du ministère de la Justice, a déclaré : « La surveillance et le contrôle des institutions publiques sont des attributions majeures de cette commission. Nous ne voulons pas d'un organe EPU inactif qui ne fasse entendre sa voix que lors de l'étape finale. Il doit œuvrer de concert avec les institutions publiques et veiller à ce que les recommandations fassent partie intégrante des politiques adoptées et que des ressources soient allouées à la mise en œuvre de ces recommandations. »

Le Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (EPU) examine les rapports qui lui sont remis (par les autorités, par les parties prenantes ainsi que par les Nations Unies sous la forme d'une compilation), prend note des progrès accomplis et rend publiques les recommandations formulées par les États membres des Nations Unies, recommandations qui ont été acceptées par le gouvernement de Vanuatu.

Jenny Tevi, représentante du ministère des Affaires étrangères de Vanuatu et responsable de la délégation envoyée à Genève en janvier 2014 pour présenter le deuxième rapport du pays au titre de l'EPU, a affirmé : « L'EPU est un mécanisme utile, car il permet de porter à l'attention des autorités les problèmes actuels ou ceux naissants dans le domaine des droits de la personne. »

Depuis 2009, de grands changements visant à améliorer la protection des droits de la personne sont survenus à Vanuatu. Citons notamment le recrutement de fonctionnaires en charge des enfants et des personnes souffrant d'un handicap au sein du ministère de la Justice et des Services communautaires, l'action menée par le Département des services pénitentiaires, avec l'appui des partenaires bailleurs, pour améliorer les conditions dans les centres de détention, y compris les projets de construction d'un nouvel établissement pénitentiaire à Port-Vila et de rénovation des structures existantes. Composée de représentants indépendants du ministère de la Santé, du ministère pour le Développement de la jeunesse, le Sport et la Formation, du Malvatumauri (Conseil national des chefs) et du Conseil chrétien de Vanuatu, une équipe d'inspection externe chargée de contrôler régulièrement les conditions carcérales et de promouvoir les droits des détenus à Vanuatu a également été constituée.

Vanuatu devra remettre son prochain rapport au titre de l'EPU en 2018. Au vu du concours prêté par l'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne de la CPS, le FIP et le HCDH dans le passé, Vanuatu sait qu'il dispose des capacités nécessaires pour participer au prochain cycle. Se faisant aujourd'hui une idée très précise des problèmes de droits de la personne qu'il rencontre, il prend en considération les lacunes observées dans le respect de ces droits dans ses actions de planification stratégique, ses activités de financement et ses programmes.

Ces travaux relèvent du partenariat noué par la CPS avec Vanuatu pour garantir une bonne gouvernance, priorité de développement que s'est fixé le pays. C'est grâce au concours financier de l'Australie que ces travaux sont menés à bien.

➔ Promotion par Vanuatu d'une culture de la sécurité dans les services de transport maritime intérieurs

À droite : Le PIDSS aide les États et Territoires insulaires océaniques à assurer la sécurité dans les ports et sur les navires.



En raison du poids des transports maritimes intérieurs dans l'économie nationale, et des catastrophes qui ont récemment eu lieu en mer dans la région, une attention accrue est portée à la sécurité des transbordeurs effectuant des voyages nationaux, ce qui fait peser une lourde responsabilité sur l'organisme de réglementation de Vanuatu.

Le système de transport de Vanuatu repose de longue date sur les transports maritimes intérieurs, qui assurent des services de transport de marchandises et de passagers aux habitants des îles périphériques. Le nombre de navires qui desservent ces îles était estimé à 45 en 2011. En raison du poids des transports maritimes intérieurs dans l'économie nationale, et des catastrophes qui ont récemment eu lieu en mer dans la région, une attention accrue est portée à la sécurité des transbordeurs effectuant des voyages nationaux. L'organisme de réglementation de Vanuatu, qui connaît déjà de fortes restrictions budgétaires et un manque criant de moyens, a dès lors la lourde responsabilité de veiller à la sécurité de la navigation et à ce que les navires ne mettent en danger ni la vie de leurs passagers, ni l'environnement. Cette responsabilité est partagée par les compagnies maritimes qui exploitent les navires battant pavillon national d'une part et les officiers et membres d'équipage travaillant à bord de ces navires d'autre part.

Pour continuer à assurer la sécurité des transports maritimes, le Département transports de la CPS a mis en œuvre le Programme océanique de sécurité des transports maritimes intérieurs (PIDSS), programme visant à établir un système de sécurité complet fondé sur le Code international de gestion de la sécurité (Code ISM), en collaboration avec les administrations maritimes, les compagnies maritimes et les officiers et membres d'équipage des navires, ou à appuyer l'amélioration du système existant. Les agents maritimes de la CPS prodiguent également une assistance à la formation aux enjeux de la sécurité, avec notamment l'organisation d'exercices d'alerte, une formation à l'utilisation des équipements d'urgence et l'élaboration de procédures de sécurité d'exploitation et d'un système de maintenance préventive susceptible d'être intégré dans le système de gestion de la sécurité. Cette approche régionale est fondée sur une assistance spécialisée dispensée à la demande, qui présente un intérêt économique pour les petits États insulaires comme Vanuatu.

En 2013, la CPS a œuvré en collaboration étroite avec le ministère des Ports et des Affaires maritimes de Vanuatu à former au système de gestion de la sécurité huit représentants de compagnies maritimes basées à Port-Vila et à Santo. Des fonctionnaires du ministère des Infrastructures et des Services publics et des Douanes ont eux aussi participé à une partie de la formation. Les participants ont assisté à des

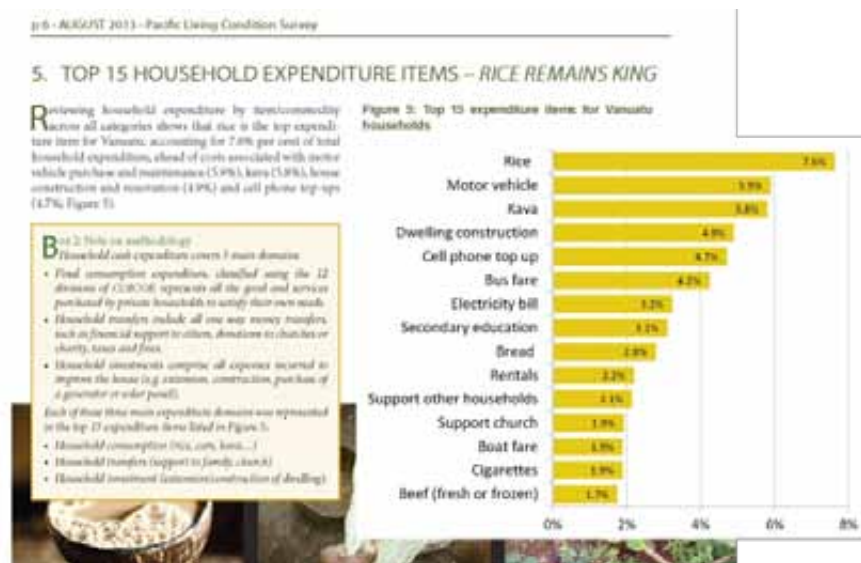
cours théoriques répartis sur deux jours. Un large éventail de thèmes liés à la sécurité ont été abordés : sensibilisation générale à la sécurité, évaluation et gestion des risques, prise de conscience de l'état de fatigue et planification, Code ISM, élaboration et application de procédures de sécurité d'exploitation, et principes fondamentaux du processus de contrôle interne.

À l'issue de ces cours, les participants ont visité des navires pour le volet pratique de la formation. Ils sont d'abord montés à bord du Roimata II, remorqueur exploité par l'État. Ils ont assisté à la mise au point d'une procédure de sécurité d'exploitation et de techniques de maintenance préventive puis, pour finir la journée, ont observé et analysé le déroulement d'un exercice d'alerte incendie bien organisé par l'équipage du navire. Les participants se sont également rendus sur l'Island Claw, exploité par Belair Shipping, et sur le Tauraken II, exploité par Tauraken Shipping, où ils ont reçu des informations supplémentaires sur l'élaboration d'une procédure de sécurité d'exploitation ainsi que sur la maintenance préventive. « Les participants ont renforcé leurs compétences et élargi leurs connaissances. Ils ont exprimé leur satisfaction et ont fait savoir qu'ils espéraient que d'autres formations soient organisées à l'avenir », a expliqué M. Markmon Batie, directeur des affaires maritimes au sein du ministère des Infrastructures et des Services publics.

La CPS va continuer de prêter son concours à Vanuatu par le biais de visites de suivi à des fins, le cas échéant, de formation supplémentaire, d'aider l'administration maritime à mettre en place de nouveaux systèmes de gestion de la sécurité, d'appuyer les compagnies maritimes dans l'élaboration de programmes à bord de leurs navires, et de réaliser des contrôles externes des systèmes de gestion de la sécurité en place pour vérifier qu'ils contribuent effectivement à l'amélioration des processus de sécurité. L'assistance de la CPS, financée par l'Australie, concourt à renforcer une culture de la sécurité dans les transports maritimes et les capacités nécessaires au respect de la législation maritime nationale. Elle contribue également à la prestation de services de base de meilleure qualité, en particulier dans les zones rurales, point qui figure parmi les domaines prioritaires nationaux de Vanuatu.

➔ Élaboration d'un prototype d'enquête sur les conditions de vie océaniques

À droite : Les 15 principaux postes de dépenses des ménages de Vanuatu



En raison de la médiocrité, voire de l'absence totale de bases de données administratives et de systèmes d'information et de gestion connexes, de nombreux États et Territoires insulaires océaniques (ÉTIO) s'appuient sur d'onéreuses enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages et enquêtes démographiques et sanitaires pour obtenir des statistiques essentielles sur le développement socio-économique et des indicateurs de développement. Les ÉTIO ne sont pas en mesure de procéder régulièrement à ces enquêtes du fait de leurs coûts élevés de mise en œuvre. Il s'écoule dès lors de longues périodes, au mieux de cinq années, entre les enquêtes, qui réduisent l'efficacité du suivi des performances des politiques nationales et de l'évaluation des résultats. En outre, les ÉTIO s'appuient sur une aide extérieure au développement sporadique pour réaliser ces enquêtes, ce qui accroît encore l'intervalle de temps entre deux séries d'indicateurs de développement.

Avec l'appui du Fonds d'affectation spéciale de la Banque mondiale pour le renforcement des capacités statistiques, la CPS a entrepris il y a de cela plusieurs années de mettre au point un système de collecte de données qui :

- i) permettrait de disposer régulièrement de toutes les statistiques et de tous les indicateurs socio-économiques essentiels (démographie, éducation, santé, genre), idéalement en temps réel (enquête réalisée en continu) ou tous les semestres au minimum ;
- ii) serait plus économique que la mise en œuvre d'enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages et d'enquêtes démographiques et sanitaires, qui permettent d'obtenir des données similaires, mais avec un intervalle de cinq années ;
- iii) intégrerait les atouts relatifs de ces deux types d'enquêtes dans un seul et même instrument, pour mettre ainsi à la disposition des ÉTIO des informations plus solides sur le développement. Le nouveau système serait ainsi en mesure d'examiner la prévalence et les évolutions de la précarité et de la pauvreté, à partir des seuils de pauvreté alimentaire et non alimentaire des enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages, et leur interaction avec des données démographiques et sanitaires (mortalité infantile, santé maternelle, espérance de vie, nutrition).

Il a été démontré que le prototype d'enquête sur les conditions de vie océaniques permettait de générer des données de qualité, couvrant la plupart des indicateurs démographiques sur le développement, et ce pour un coût cinq fois moins élevé que celui cumulé induit par la mise en œuvre parallèle d'enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages et d'enquêtes démographiques et sanitaires.

La CPS a aidé Vanuatu à mettre en œuvre le prototype d'enquête sur les conditions de vie océaniques, qui incorpore les composantes principales des enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages et celles des enquêtes démographiques et sanitaires, et couvre de fait la plupart des indicateurs démographiques rattachés aux Objectifs du Millénaire pour le développement. La modularité du prototype permet aux pays d'ajouter des modules afin de générer des informations plus approfondies en fonction des besoins politiques nationaux, par exemple des informations sur l'agriculture, la pêche, les pratiques culturelles, le genre, les communications, l'énergie ou l'emploi. Dans le sillage de l'application de ce prototype, deux rapports sur les dépenses des ménages et les pratiques culturelles ont déjà été publiés pour Vanuatu. D'autres travaux analytiques devraient voir le jour à l'issue de cours sur l'analyse de données et sur l'établissement de rapports, impliquant le Bureau national de la statistique de Vanuatu et la CPS en juillet et en septembre 2014.

Comme il est régulièrement ressorti des rapports de mission, la réalisation d'enquêtes par de plus petites équipes, chaque année, et avec une saisie des données sur le terrain, a permis d'améliorer la qualité des données obtenues. Les enquêteurs ont fait part de leur satisfaction et de leur fierté de recevoir des revenus ponctuels tout au long de l'année (entre 16 et 32 semaines de travail, pour sept équipes comptant chacune cinq enquêteurs). Il est possible que cela ait eu une incidence positive sur la qualité et le volume de données recueillies tout au long de l'enquête.

Le coût de mise en œuvre de l'enquête, qui s'élève à 206 000 dollars É.-U. sur toute l'année, est dérisoire comparé aux coûts cumulés moyens d'enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages et d'enquêtes démographiques et sanitaires dans la région (955 000 dollars É.-U.). Le prototype d'enquête sur les conditions de vie océaniques a permis de générer des données de qualité, couvrant la plupart des indicateurs démographiques sur le développement, et ce pour un coût cinq fois moins élevé que celui cumulé induit par la mise en œuvre parallèle d'enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages et d'enquêtes démographiques et sanitaires. La réalisation bisannuelle d'une collecte de données similaire permettrait aux autorités publiques et à leurs partenaires du développement de disposer de statistiques sur le développement de bonne qualité bien plus fréquemment qu'auparavant et d'en avoir largement pour leur argent.

À l'issue des deux sessions de cours sur l'analyse de données et sur l'établissement de rapports, la CPS a l'intention, avec l'aval du gouvernement de Vanuatu, de partager une copie confidentielle de la base de données avec les membres du Réseau international pour les enquêtes auprès des ménages (IHSN) de la Banque mondiale. Ce processus d'examen par les pairs vise à faire valider les résultats de la CPS et à travailler ensemble à l'élaboration d'estimations sur la précarité et la pauvreté, ainsi qu'à offrir aux autres pays une solution solide sur le plan méthodologique, fiable et plus intéressante financièrement pour recueillir plus régulièrement des statistiques et des indicateurs essentiels sur le développement.

Cette initiative est un volet important de l'engagement que se sont conjointement engagés à mettre en œuvre la CPS et Vanuatu : renforcer la capacité du pays à générer des statistiques socio-économiques actualisées et précises, à étayer l'élaboration de politiques et la planification, ainsi qu'à surveiller et évaluer les progrès accomplis en matière de développement. C'est grâce à l'appui financier de la Banque mondiale, par l'intermédiaire de son Fonds d'affectation spéciale pour le renforcement des capacités statistiques, qu'elle a pu voir le jour.



En bref : la coopération de la CPS au service du développement

Les exemples donnés précédemment illustrent l'engagement de la CPS auprès des autorités et de la population de Vanuatu pour les aider à atteindre leurs objectifs nationaux de développement.

En 2014, outre les interventions décrites, la CPS a fourni à Vanuatu un large éventail de services de soutien en adéquation avec le Programme d'actions et de priorités de Vanuatu 2006-2015 (PAP). De nombreux programmes de la CPS ont mené des actions de coopération et d'appui techniques concernant des problématiques plurisectorielles telles que la réduction des risques de catastrophe et le changement climatique, ainsi que des thématiques propres à certains secteurs comme l'agriculture, la foresterie, la pêche côtière et hauturière, la santé publique, l'eau et l'assainissement, l'énergie, les transports, les droits de la personne et les statistiques sur le développement. Entre juillet 2013 et juin 2014, les ni-Vanuatu ont bénéficié d'environ 4 076 jours de formations spécifiques. Les détails de la coopération technique et des actions de formation entreprises sont présentés aux annexes 1 et 2.

De manière générale, les Membres mesurent la valeur de la CPS à l'aune de l'excellence du soutien technique apporté aux pays dans différents domaines et de l'étendue de son action régionale, plutôt qu'à la lumière de son rôle occasionnel de canal de collecte de fonds. La CPS s'emploie à pérenniser les résultats obtenus en œuvrant, aux côtés des pays, au renforcement des capacités nationales requises pour élaborer des programmes axés sur les résultats et lever des fonds supplémentaires, le cas

échéant. Bien que les contributions financières directes de la CPS soient relativement peu élevées, l'Organisation a conscience que certains Membres souhaitent obtenir une estimation des coûts des travaux menés par la CPS pour leur compte. Pour Vanuatu, ceux-ci sont estimés pour l'année 2014 à 942 157 965 vatus (9 421 580 UCOM). Ce montant comprend les coûts directs de la collaboration de la CPS avec Vanuatu (heures de travail et frais de déplacement du personnel technique compris), ainsi qu'une allocation des coûts de l'action régionale de la CPS et des coûts indirects de gestion et de fonctionnement des programmes de l'Organisation.

Comme cela est souligné dans les articles de fond ainsi que dans le tableau de résultats ci-dessous, la collaboration entre la CPS et Vanuatu s'est traduite par de nombreuses activités. Si d'importantes avancées ont été réalisées, la CPS tient néanmoins à mieux comprendre ce qui a fonctionné ou non, de manière à tirer des enseignements et à accroître la valeur des travaux que mènera l'Organisation en 2015 et au-delà. Notre objectif est de déterminer si l'action de la CPS a permis d'obtenir des résultats mesurables et durables en termes de développement et, dans le cas contraire, de comprendre les raisons de cet échec, afin d'adapter notre approche en conséquence.

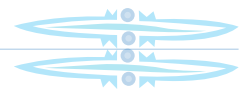
Annexe 1 : Formations dispensées par la CPS à Vanuatu (juillet 2013-juin 2014)

Le renforcement des capacités est un aspect essentiel de l'assistance technique fournie par la CPS. Il comprend diverses activités, notamment des programmes de formation officiels, des cours théoriques axés sur les besoins des pays membres, des stages en détachement, ainsi que des formations en milieu professionnel. Le tableau suivant présente de manière détaillée les formations dispensées.

	F	H	N/A	Nbre total de stagiaires	Nbre total jours-personnes
Agroforesterie	12	28		40	100
Santé animale	6	14		20	1132
Suivi et évaluation des ressources côtières		10		10	150
Ressources côtières – aquaculture		1		1	4
Politiques culturelles / promotion de la culture		1		1	1
Ressources minérales des grands fonds marins	1	3		4	20
Réduction/gestion des risques de catastrophe	3	17		20	41
Recherches sur l'évaluation pédagogique / évaluation des acquis d'apprentissage	14	29		43	92
Sécurité alimentaire (production agricole/ressources phytogénétiques)	19	51		70	365
Foresterie	1	15		16	262
Égalité des sexes / violence à l'encontre des femmes	39	25		64	190
Géosciences pour le développement	4	7		11	211
Droits de la personne (général) / établissement de rapports	44	30	1	75	307
Formation TIC	9	22		31	364
Actions de lobbying et de sensibilisation - droits de la personne	1	1		2	10
Frontières maritimes	1	1		2	20
Sécurité maritime / réglementation maritime	2	66		68	187
Développement de la pêche côtière		1		1	3
Suivi des stocks (pêche hauturière)		3		3	49
Stockage pétrolier et manutention		1		1	3
Développement du secteur privé / accès au marché	1	1		2	5
Montage et gestion de projet	8	20		28	130
Santé publique	10	29		39	75
Formation sur les réseaux sociaux	1	2		3	15
Statistique	10	41		51	340
Total	186	419	1	606	4076

Remarque :

- Le tableau ci-dessus concerne les ateliers de formation, les stages en détachement et les formations en milieu professionnel. Il n'inclut pas les réunions, conférences, séminaires et consultations.
- Certaines personnes ont suivi une formation dans plusieurs domaines. C'est la raison pour laquelle le nombre total de personnes atteint peut être plus faible.
- N/A : sexe de la personne non indiqué.



Annexe 2 : Synthèse des principaux produits de la coopération entre la CPS et Vanuatu en 2014

Le tableau ci-dessous synthétise les produits clés de la coopération engagée entre la CPS et Vanuatu en 2014. Il illustre la manière dont l'action de la CPS contribue à la réalisation des objectifs nationaux de développement, dans le cadre d'une approche résolument axée sur les résultats.

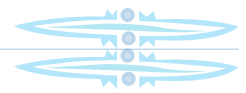


S'il est vrai que la contribution de la CPS à la réalisation des objectifs nationaux de développement ne peut être jaugée de manière réaliste et adéquate que sur le long terme, l'Organisation entend néanmoins évaluer ses performances à mi-parcours et mettre à l'épreuve la logique de ses programmes dès que cela est possible. La collecte de données probantes relatives aux programmes de l'Organisation et aux expériences internationales sera donc encore plus cruciale au cours des années à venir, en ce qu'elle permettra à la CPS de déterminer si son action a produit les résultats escomptés et d'améliorer ses performances, le cas échéant. Le tableau ci-dessous répertorie uniquement les activités menées en 2014. De nombreuses autres activités sont en cours, lesquelles feront l'objet d'un inventaire l'année de leur achèvement. Les temps forts des activités menées par la CPS à l'échelon régional sont présentés dans le rapport annuel de l'Organisation.

Contribution attendue de la CPS à la réalisation des objectifs nationaux de développement		
Résultat escompté à long terme (impact)	Résultat escompté à moyen terme (réalisation)	Résultats obtenus ou en voie de réalisation (produits) en 2014
Les communautés du Pacifique sont autonomes et résilientes.		
Réduction des risques de catastrophe et atténuation des effets des catastrophes		
Renforcement des plans et des pratiques de gestion des risques de catastrophe	Gestion de la vulnérabilité et des risques assurée	Conception d'applications et d'outils d'évaluation des risques de catastrophe – produits issus d'autres évaluations des risques ajoutés au Système océanien d'information sur les risques ; ensembles de données sur l'exposition partagés avec les partenaires et les pays établissant des produits d'adaptation au changement climatique et de gestion des risques de catastrophe
		Achèvement des plans nationaux de mise en œuvre pour la réduction des risques de catastrophe de l'ensemble des 15 pays du groupe ACP (États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) du Pacifique – comités directeurs nationaux mis en place dans les 15 États ACP du Pacifique
		Création d'outils de connaissance dans le domaine des systèmes d'alerte précoce – nouveaux produits d'information pour l'alerte précoce aux tsunamis conçus et mis à l'épreuve dans les pays insulaires océaniques par le biais de l'exercice d'alerte aux tsunamis PacWave 2014

Contribution attendue de la CPS à la réalisation des objectifs nationaux de développement

Résultat escompté à long terme (impact)	Résultat escompté à moyen terme (réalisation)	Résultats obtenus ou en voie de réalisation (produits) en 2014
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins		
Gestion améliorée des ressources halieutiques côtières	L'éventail d'approches communautaires et de mesures de gestion nationales, les principes d'approche écosystémique de la gestion des ressources halieutiques et la législation relative à la pêche côtière renforcés	Assistance et conseils pour l'élaboration de la politique nationale, l'examen de la réglementation/législation et des dispositifs de gestion – plan de gestion des holothuries achevé, en attente d'approbation par les ministres ; plans de gestion des trocas et des langoustes en cours d'élaboration
Contribution accrue de la pêche à la sécurité alimentaire et à l'amélioration des moyens de subsistance	Des autorités compétentes dotées de moyens renforcés mises en place afin de maîtriser les risques de biosécurité aquatique et de faciliter le commerce selon des approches fondées sur des connaissances scientifiques.	Opération de détection d'agents pathogènes de nature virale dans les crevettes (<i>Macrobrachium</i>) à Vanuatu achevée – résultats négatifs
		Achèvement de l'examen du projet de loi nationale sur la biosécurité, qui comprend un chapitre consacré à la biosécurité aquatique – soumis au gouvernement pour approbation finale
	Compétences et base de connaissances étendues pour maximiser le retour sur investissement dans l'aquaculture	Consolidation du secteur aquacole à l'issue d'une évaluation de sa structure organisationnelle – structure de la division aquacole de la pêche de Vanuatu évaluée et résultats de cette évaluation soumis à Vanuatu pour examen
		Achèvement du rapport sur les activités de formation et les résultats (année 1 sur 3) de la deuxième phase du projet de mariculture « Grace of the Sea » dans les villages côtiers de Vanuatu
Orientation stratégique, planification et administration du secteur aquacole améliorées pour répondre aux besoins actuels et futurs	Transmission à l'Union européenne du projet de rapport sur une étude de cadrage des priorités aquacoles dans le Pacifique	
		Suivi de l'organisation d'ateliers sous-régionaux de formation et recherches sur la gestion des stocks de géniteurs, la gestion des écloséries et la formulation d'aliments pour poissons – formation dispensée sur la gestion des stocks de géniteurs
		Élaboration d'un cadre de collaboration en matière d'aquaculture à l'intention des membres du Groupe du fer de lance mélanésien
Ressources terrestres		
Prise de décisions stratégiques éclairées, communication et partage des connaissances sur la gestion et mise en valeur durable des ressources terrestres, agricoles et forestières	Prise de conscience et compréhension améliorée du changement climatique et des autres grandes problématiques concernant les terres, l'agriculture et la foresterie	Formation dispensée sur les réseaux sociaux à des fins d'information sur l'agriculture et la foresterie
Renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, y compris face aux effets des catastrophes naturelles et du changement climatique	Des variétés végétales et animales ancestrales ou améliorées plus accessibles	Offre aux États et Territoires insulaires océaniques de stages en détachement de courte et longue durées, en fonction des demandes et des activités relatives aux projets et aux pays – un agent de Vanuatu formé aux ressources génétiques
		Conception de nouvelles variétés par culture tissulaire, en appliquant des protocoles efficaces – sept variétés de <i>bele</i> produites à partir de 12 variétés fournies par Vanuatu ; collection type de référence, composée de 47 variétés provenant des Fidji, de Vanuatu, de Nouvelle-Calédonie et de Papouasie-Nouvelle-Guinée, établie ; variétés obtenues prêtes à être mises en culture tissulaire

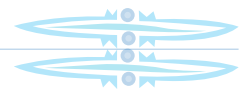


Contribution attendue de la CPS à la réalisation des objectifs nationaux de développement

Résultat escompté à long terme (impact)	Résultat escompté à moyen terme (réalisation)	Résultats obtenus ou en voie de réalisation (produits) en 2014
Renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, y compris face aux effets des catastrophes naturelles et du changement climatique	Des variétés végétales et animales ancestrales ou améliorées plus accessibles	Étude de la diversité génétique du taro, entre autres aracées, à l'aide de technologies adaptées (ADN et indexage des virus), distribution des ressources et soutien au renforcement des capacités – 100 lignées de taro mises à la disposition de 15 pays participant au projet ; conception du site Web du Réseau international pour les aracées comestibles (INEA, www.EdibleAroids.org)
	Capacités renforcées en matière de gestion durable des ressources terrestres et forestières	Achèvement de l'analyse de la capacité d'adaptation de Vanuatu ; plan de travail élaboré en concertation avec les populations et stratégies d'adaptation mises en œuvre
	Production et consommation d'aliments locaux nutritifs renforcées	Renforcement de la capacité d'adaptation dans des communautés pilotes par le biais de formations sur la gestion des pépinières, la multiplication végétale, la gestion de la collection « acclimatable », la lutte intégrée contre les organismes nuisibles et les maladies, l'agroforesterie, l'élevage et la gestion des déchets – deux séances combinées de formation dispensées sur les pépinières (légumes) et les tubercules, une formation dispensée sur l'agroforesterie
	Développement et renforcement des capacités nationales et régionales d'adaptation au changement climatique, d'atténuation de ses impacts et de réponse opérationnelle aux catastrophes touchant les ressources terrestres, agricoles et forestières	Réalisation d'études biophysiques relatives à l'occupation des sols sur des sites pilotes à Vanuatu à des fins d'évaluation et de collecte d'informations sur l'occupation, les propriétés et les potentialités des sols Formation de villages ciblés aux menaces liées au changement climatique et aux mesures d'adaptation afin de réduire le risque d'insécurité alimentaire ; élaboration de plans locaux d'adaptation et établissement de systèmes d'alerte précoce des populations – plans locaux d'adaptation mis sur pied
Les Océaniens réalisent leur plein potentiel, tout en vivant longtemps et en bonne santé		
Qualité de l'éducation		
Amélioration de la qualité du secteur de l'éducation	Amélioration des niveaux d'aptitude à la lecture, à l'écriture et au calcul	Élaboration et diffusion dans des publications de recherche et sur des forums régionaux et internationaux de travaux de recherche probants en faveur d'activités relatives à la qualité de l'enseignement – deux articles rédigés, l'un à des fins de publication, l'autre de présentation
Genre, droits de la personne et culture		
Renforcement du développement pour toutes les populations océaniques grâce à un plus grand respect de tous les droits de la personne et une bonne gouvernance	Renforcement des capacités de la société civile en matière de suivi et de promotion du respect des droits de la personne et des règles de gouvernance	Accompagnement des ONG dans l'établissement de leur rapport parallèle ou de rapports sur les droits de la personne – formation dispensée à une coalition d'ONG de Vanuatu sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et sur la Convention relative aux droits des personnes handicapées
		Formation au lobbying législatif dispensée aux ONG et partenaires gouvernementaux en vue de renforcer les capacités dans les domaines du leadership et du lobbying – évaluation du projet de lobbying législatif achevée ; mentorat assuré à Vanuatu en mai
Renforcement du développement pour toutes les populations océaniques grâce à un plus grand respect de tous les droits de la personne et une bonne gouvernance	Renforcement des capacités de la société civile en matière de suivi et de promotion du respect des droits de la personne et des règles de gouvernance	Offre aux organisations de la société civile d'informations et de formations sur le recours aux droits de la personne dans la promotion d'enjeux clés par le truchement du forum régional des organisations de la société civile – formation dispensée en juin, déclaration finale publiée

Contribution attendue de la CPS à la réalisation des objectifs nationaux de développement

Résultat escompté à long terme (impact)	Résultat escompté à moyen terme (réalisation)	Résultats obtenus ou en voie de réalisation (produits) en 2014
Renforcement du développement pour toutes les populations océaniques grâce à un plus grand respect de tous les droits de la personne et une bonne gouvernance	Contribution à l'amélioration du respect des droits de la personne et des règles de gouvernance par les décideurs	Apport d'une assistance technique pour garantir le respect des conventions internationales par les lois et politiques relatives aux droits de la personne – aide à la rédaction de rapports de la société civile sur la <i>Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes</i> , rapport de la société civile de Vanuatu sur la <i>Convention relative aux droits des personnes handicapées</i> achevé
		Organisation de consultations régionales avec des députés pour favoriser un plus grand respect des droits de la personne au Parlement et pour la promotion de lois et de politiques conformes à ces droits – formation régionale dispensée à des députés en janvier 2014 et consultation de députés tenue au quatrième trimestre 2014
		Organisation de consultations et de formations régionales des fonctionnaires de justice pour qu'ils soient davantage en mesure de faire appliquer les droits de la personne dans leurs tribunaux et d'influencer les politiques et les lois – formation régionale de juristes dispensée en octobre 2014
	Contribution à l'amélioration du respect des droits de la personne et des règles de gouvernance par les organismes prestataires de services et les pouvoirs publics	Apport d'une assistance technique et formation des acteurs nationaux aux principaux enjeux relatifs aux droits de la personne – rapports remis au titre de l'Examen périodique universel, formation dispensée aux ONG sur la <i>Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes</i> et sur la <i>Convention relative aux droits des personnes handicapées</i> ; appui à l'analyse du processus d'Examen périodique universel
		Formation dispensée sur la théorie du genre/l'analyse féministe
		Formation régionale dispensée aux magistrats sur les ordonnances de protection, le droit de la famille, la violence familiale et la discrimination pour que soient mieux traitées les affaires à l'échelon local – trois séances de formation dispensées
Des populations océaniques ayant un potentiel de développement élargi dans le domaine de la culture ; des femmes et des jeunes jouissant d'une autonomie accrue	Approche intégrée du développement humain promue aux échelons régional et national	Achèvement de rapports relatifs aux statistiques sur le genre
		Organisation d'un atelier régional sur le genre et le changement climatique à l'intention de 25 militantes, dont des militantes de Vanuatu
		Tenue d'un atelier régional proposant un dialogue sur le genre, le changement climatique et le développement durable – 50 participants, dont des ni-Vanuatu



Contribution attendue de la CPS à la réalisation des objectifs nationaux de développement		
Résultat escompté à long terme (impact)	Résultat escompté à moyen terme (réalisation)	Résultats obtenus ou en voie de réalisation (produits) en 2014
Santé publique		
Des conditions de vie et de santé améliorées pour les Océaniens	Les États et Territoires insulaires océaniques mettent au point des politiques, des plans et des réglementations en faveur de la santé publique qui répondent concrètement aux priorités nationales.	Apport d'une assistance technique pour l'analyse et la rédaction d'un rapport final dans le cadre d'une enquête comportementale auprès des travailleuses du sexe
		Tenue d'une consultation nationale pour parachever le projet de plan stratégique national, avec le concours technique collectif d'autres organisations régionales et des Nations Unies, et pour le faire approuver
Des conditions de vie et de santé améliorées pour les Océaniens	Les États et Territoires insulaires océaniques mettent au point des politiques, des plans et des réglementations en faveur de la santé publique qui répondent concrètement aux priorités nationales.	Apport d'une assistance technique pour atteindre l'objectif fixé en termes de population dépistée pour l'infection au VIH et les infections sexuellement transmissibles (IST) ; au nombre des catégories ciblées figuraient les jeunes (travailleurs saisonniers et jeunes déscolarisés), les populations mobiles (gens de mer), les donneurs de sang, les patients suivis dans des services de consultation prénatale, les travailleurs du sexe, les hommes homosexuels/personnes transgenres, les adolescentes enceintes, les personnes atteintes d'une IST, les personnels en uniforme et travaillant dans la restauration et l'hôtellerie
		Apport d'une assistance technique pour garantir la disponibilité de lignes directrices et d'algorithmes de prise en charge pour le traitement des IST dans tous les dispensaires (y compris ceux des ONG) de Port-Vila
		Apport d'une assistance technique pour renforcer la stratégie de prévention et de lutte contre les IST/le VIH, la réévaluation des populations dépistées pour l'infection au VIH et la prise en charge des patients
Eau et assainissement		
Un accès élargi à l'eau potable et aux services d'assainissement de base	Gestion de la vulnérabilité et des risques assurée	Mise en place d'un plan de gestion intégrée des inondations dans le bassin de la Sarakata
		Publication au Journal officiel des zones de protection des eaux
Un accès élargi à l'eau potable et aux services d'assainissement de base	Gestion de la vulnérabilité et des risques assurée	Renforcement de l'engagement des communautés sur les dossiers relatifs à l'eau aux côtés du gouvernement national – adoption par les communautés du bassin de la Sarakata de stratégies d'occupation des sols appropriées visant à protéger la source d'eau
		Renforcement de la collaboration et du partage des enseignements entre les États et Territoires insulaires océaniques dans les domaines de la gestion de la sécurité sanitaire de l'eau – Tenue d'un forum du 19 au 21 août à Tahiti qui a réuni 34 participants (avec des participants de Vanuatu)
		Soutien au renforcement des capacités aux échelons national et régional afin de disposer de personnel compétent pour la gestion améliorée des ressources en eau, par le biais d'un appui technique aux projets témoins nationaux – une mission sous-régionale et deux missions nationales d'appui technique menées pendant la période considérée dans les domaines de la gestion courante de projets, de la planification nationale de la gestion intégrée des ressources en eau et de l'élaboration de projets de suivi
		Amélioration des structures de gouvernance afin d'appuyer la mise en œuvre d'une approche de gestion intégrée des ressources en eau, de l'assainissement et des eaux usées – comités nationaux chargés de l'eau mis en place
	Valorisation, gestion et gouvernance des ressources naturelles améliorées	

Contribution attendue de la CPS à la réalisation des objectifs nationaux de développement

Résultat escompté à long terme (impact)	Résultat escompté à moyen terme (réalisation)	Résultats obtenus ou en voie de réalisation (produits) en 2014
La région du Pacifique et ses peuples profitent d'une croissance économique durable et inclusive		
Qualité de l'éducation		
Amélioration de la qualité du secteur de l'éducation	Instauration d'un cadre et d'une base de données fonctionnels pour les qualifications et les normes dans le Pacifique	Mise à jour des informations suivantes dans le Registre océanien des qualifications : i) qualifications accréditées ; ii) institutions enregistrées ; iii) associations professionnelles et membres de ces associations ; iv) organismes de validation ; v) normes pédagogiques régionales
Énergie		
Promotion d'un développement économique durable en œuvrant pour des services accessibles, abordables et performants, dont la sécurité et la sûreté sont garanties, dans le domaine de l'énergie	Secteur énergétique océanien caractérisé par une forte volonté politique, une bonne gouvernance, une coordination efficace de multiples secteurs et la création de liens de partenariat stratégiques, y compris pour le suivi et l'évaluation	Accompagnement de l'effort d'électrification rurale – deux villages retenus au titre du <i>Melanesian Million Miracle Programme</i> ; données de référence analysées et présentées sous leur forme définitive (définition de la conception technique des équipements des deux villages) Élaboration de modules de formation continue avec le prestataire de services de formation ; ateliers tenus à l'échelon sous-régional sur les marchandises dangereuses
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins		
Une gestion améliorée des ressources halieutiques hauturières	Renforcement des capacités de suivi des pêcheries dans le pays	Formation au débriefing in situ organisée à Port-Vila Formation de base dispensée aux observateurs ; atelier destiné aux coordonnateurs des missions d'observation tenu
	Renforcement de la capacité nationale dans le domaine de la gestion et de l'utilisation de données sur la pêche hauturière	Formation organisée dans le pays au profit des agents chargés de la gestion des données sur la pêche thonière, fondée sur les bases de données élaborées par la CPS
	Renforcement de la capacité nationale de gestion des données sur la pêche hauturière pour satisfaire aux exigences nationales et aux obligations internationales	Achèvement de l'installation sur place du système de gestion des données sur la pêche thonière et l'évaluation des données
	Les politiques nationales et la prise de décisions en matière de pêche thonière s'appuient sur les meilleures évaluations des stocks et d'excellents conseils scientifiques	Mise à jour du site Web national de chaque État/Territoire insulaire océanien et qui propose une caractérisation détaillée des prises accessoires de la pêche thonière à la palangre Achèvement de rapports nationaux sur les performances de la pêche à la palangre dans le Pacifique Sud Appui technique en vue de la fixation du total admissible de capture
	Les dispositions prises par la FFA et les autres organisations sous-régionales en matière de gestion de la pêche hauturière s'appuient sur des services efficaces et rentables de gestion des données	Amélioration de la gestion de la base de données sur la pêche thonière à des fins de suivi, de contrôle et de surveillance, à la suite de la mission d'appui technique dans le pays
	Les dispositions prises par la FFA et d'autres organismes sous-régionaux de gestion de la pêche hauturière s'appuient sur les meilleures évaluations des stocks et d'excellents conseils scientifiques	Assistance technique et présentation d'exposés lors des réunions du Comité des pêches du Forum, dans les domaines notamment de la modélisation bioéconomique et de l'analyse des possibilités de gestion Assistance technique et présentation d'exposés devant le Sous-comité chargé des ressources en thonidés et poissons à rostre dans le Pacifique Sud

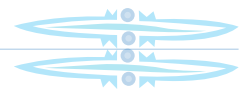


Contribution attendue de la CPS à la réalisation des objectifs nationaux de développement

Résultat escompté à long terme (impact)	Résultat escompté à moyen terme (réalisation)	Résultats obtenus ou en voie de réalisation (produits) en 2014
Géosciences		
Une gestion et une valorisation durables des ressources océaniques et insulaires	Valorisation, gestion et gouvernance des ressources naturelles améliorées	Renforcement des capacités régionales de prestation de services hydrographiques dans la région océanienne – agents de la CPS formés aux levés hydrographiques chargés de planifier, coordonner et exécuter un levé hydrographique à des fins d'actualisation des cartes marines de Vanuatu
		Sensibilisation aux enjeux liés aux ressources minérales des grands fonds marins par le biais de consultations locales et d'autres activités d'information – consultation sur la politique relative à ces ressources organisée à l'échelon national
Une gestion et une valorisation durables des ressources océaniques et insulaires	Valorisation, gestion et gouvernance des ressources naturelles améliorées	Renforcement des capacités nationales par le truchement de formations aux enjeux liés aux ressources minérales des grands fonds marins et de parrainages pour financer la participation de pays aux forums internationaux – formation dispensée au Service géologie, mines et ressources en eau sur la gestion des données et les systèmes d'information géographique (SIG) en février/mars 2014
		Établissement d'un cadre financier régional pour les ressources minérales marines profondes, en consultation avec les États ACP du Pacifique – accord régional élaboré et soumis à consultation auprès des États ACP du Pacifique et des parties prenantes concernées
		Renforcement des capacités des participants à la première réunion des services géologiques nationaux sur l'importance des études géologiques (identification des priorités nationales et régionales, concertation sur la voie à suivre pour renforcer la coopération régionale dans ce domaine)
		Tenue aux Fidji, en décembre 2013, du quatrième atelier régional de formation sur l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins, qui visait plus particulièrement à explorer les perspectives environnementales – modèles d'étude d'impact sur l'environnement élaborés pour l'exploitation de nodules de manganèse, d'encroûtements cobaltifères et de gisements sous-marins de sulfures massifs
		Achèvement et publication du rapport sur l'état des connaissances relatives aux minéraux marins du Pacifique, qui offre aux parties prenantes de la région des données et des informations de qualité sur ces ressources
		Accompagnement des États et Territoires insulaires océaniques (ÉTIO) pour l'évaluation des possibilités d'extension de leurs plateaux continentaux, la délimitation de ceux-ci et la présentation dans les formes de leurs demandes à la Commission des limites du plateau continental des Nations Unies – progrès accomplis par 12 Îles du Pacifique au titre de l'article 76 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS) ; atelier sur la délimitation maritime tenu le 14 juillet pour 13 ÉTIO
	Suivi et évaluation des ressources, des systèmes et des phénomènes naturels	Assistance apportée en matière de communication de données, de maintenance et d'étalonnage du système régional d'observation du niveau de la mer mis en œuvre et administré pour répondre aux préoccupations suscitées par l'élévation du niveau de la mer et pour mieux comprendre les variations de ce niveau – marégraphes entièrement fonctionnels, qui transmettent des données météorologiques et relatives au niveau de la mer de grande qualité

Contribution attendue de la CPS à la réalisation des objectifs nationaux de développement

Résultat escompté à long terme (impact)	Résultat escompté à moyen terme (réalisation)	Résultats obtenus ou en voie de réalisation (produits) en 2014
Ressources terrestres		
Renforcement de la gestion durable des ressources terrestres, agricoles et forestières	Développement et renforcement des capacités nationales et régionales d'adaptation au changement climatique, d'atténuation de ses impacts et de réponse opérationnelle aux catastrophes touchant les ressources terrestres, agricoles et forestières	Réalisation d'un inventaire des stocks de carbone forestier sur toute l'île de Santo – formation de quatre semaines dispensée
Une contribution accrue de l'agriculture et de la foresterie à une croissance économique diversifiée et inclusive	Renforcement de la capacité des États et Territoires insulaires océaniques (ÉTIO) à satisfaire aux normes, directives et conditions en matière d'exportations et de commerce intérieur	Apport d'une assistance pour la surveillance de la mouche à fruits – mise à disposition de pièges et de matériel de lutte contre cet insecte
		Accompagnement des ÉTIO pour la présentation et la négociation de demandes d'accès aux marchés, fondées sur des éléments scientifiques validés – assistance technique prodiguée à Vanuatu Direct pour l'exportation de son miel sur le marché allemand
		Organisation de modules consacrés à la sécurité sanitaire des aliments et à l'hygiène dans la filière viande, dans le cadre d'une formation paravétérinaire pilote – 16 personnes sur 26, dont des stagiaires de Vanuatu, formées en 2013/14
	Développement d'entreprises agroalimentaires viables ayant des retombées sur le développement	Aide à la participation d'entreprises aux foires commerciales internationales – une entreprise (Vanuatu Direct) bénéficiera d'une prise en charge pour le salon de l'alimentation Fine Food Australia, à Melbourne
		Accompagnement des entreprises dans l'élaboration de plans d'affaires, de plans marketing et de stratégies inclusifs – un plan d'affaire élaboré pour une entreprise (Vanuatu Direct)



Contribution attendue de la CPS à la réalisation des objectifs nationaux de développement		
Résultat escompté à long terme (impact)	Résultat escompté à moyen terme (réalisation)	Résultats obtenus ou en voie de réalisation (produits) en 2014
Statistique pour le développement		
Des données statistiques nationales et régionales accessibles et utilisées	La gouvernance statistique nationale et régionale est en place et effective	Appui technique à des fins d'élaboration d'un plan statistique directeur (stratégie nationale de développement de la statistique, SNDS), en collaboration avec PARIS21 – évaluations sectorielles examinées et acceptées ; feuille de route définitive établie ; plan global de mise en œuvre de la SNDS élaboré et chiffré
	Des outils et des systèmes statistiques nouveaux et innovants sont adoptés	Conception et mise à l'épreuve d'un prototype d'enquête auprès des ménages sur mesure, permettant d'établir des indicateurs socioéconomiques et démographiques clés – atelier organisé en août et en novembre 2014 au profit des participants du secteur et des députés
Des données statistiques nationales et régionales accessibles et utilisées	Des données statistiques nationales et régionales sont accessibles et utilisées	Organisation d'un atelier proposant un dialogue politique/visant à la diffusion de données d'enquêtes démographiques et sanitaires – un atelier tenu en collaboration avec le Bureau national de la statistique de Vanuatu ; autre séminaire de concertation politique tenu avec des députés nationaux
		Systèmes d'information et bases de données statistiques dans les principaux secteurs plus conviviaux et plus facilement accessibles aux utilisateurs nationaux, régionaux et internationaux – nouveau site Web conçu à l'aide de la dernière version de Joomla ; site Web disponible à l'adresse www.vnso.gov.vu ; formation en détachement sur Joomla 3.2 organisée ; application cartographique en ligne déployée (refonte du système PopGIS de la CPS)
	Ensemble de statistiques essentielles convenu dans les principaux secteurs en cours d'élaboration dans les États et Territoires insulaires océaniques	Appui technique/formation à des fins de génération de statistiques fiables sur les décès et les naissances – modules (C, D et E) de l'évaluation complète du système d'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil achevés par le comité national ; formation in situ et évaluation réalisées avec le personnel du système d'information du nouvel hôpital ; atelier national réunissant des parties prenantes pour l'élaboration d'un plan relatif à l'enregistrement des faits d'état civil et aux statistiques de l'état civil
		Tenue d'un atelier régional sur les données et indicateurs relatifs à l'éducation dans le Pacifique
Des données statistiques nationales et régionales accessibles et utilisées	Les États et Territoires insulaires océaniques recueillent des données statistiques essentielles dans les délais impartis	Assistance technique apportée en matière de classement et d'analyse de données pour mettre la dernière main à l'enquête démographique et sanitaire de Vanuatu – ensemble définitif de données, dictionnaire définitif de données, tableaux préliminaires, principaux tableaux d'information achevés ; service de vérification des dépenses prodigué – stage en détachement de trois semaines organisé pour une formation sur le classement des données de l'enquête démographique et sanitaire de Vanuatu ; atelier tenu sur l'analyse de ces données et sur l'établissement de rapports
Transport		
Promouvoir un développement économique durable en œuvrant pour des services accessibles, abordables et performants, dont la sécurité et la sûreté sont garanties, dans le domaine des transports	Politiques, plans et cadres réglementaires efficaces élaborés et mis en œuvre	Formation d'agents d'organismes de réglementation maritime et d'employés des transports maritimes intérieurs lors du forum sur la mer organisé par l'Organisation maritime internationale et consacré à la sécurité des transbordeurs effectuant des voyages nationaux
	Secteur des transports océanique caractérisé par une forte volonté politique, une bonne gouvernance, une coordination efficace de multiples secteurs et la création de liens de partenariat stratégiques, y compris pour le suivi et l'évaluation	Tenue d'un atelier réunissant des parties prenantes autour de l'étude relative à l'amélioration des ports et des transports maritimes
		Formation de 15 administrateurs maritimes, dont certains de Vanuatu, sur l'hydrographie élémentaire régionale et la gestion hydrographique

La CPS est une organisation intergouvernementale qui œuvre en collaboration avec ses membres. Nous tenons à remercier l'ensemble de nos États et Territoires membres pour leur soutien : Australie, États fédérés de Micronésie, États-Unis d'Amérique, Fidji, France, Guam, Îles Cook, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pitcairn, Polynésie française, Samoa, Samoa américaines, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu et Wallis et Futuna.

Nous remercions également nos principaux bailleurs de fonds pour leur généreuse contribution à la concrétisation des objectifs de développement des pays océaniques : l'Australie, la Banque asiatique de développement, la Banque mondiale, la Commission des pêches du Pacifique occidental et central, la Corée, les États-Unis d'Amérique, le Fonds pour l'environnement mondial, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, la France, la GIZ (Agence allemande de coopération internationale), la Nouvelle-Zélande, l'ONU Femmes, l'Organisation maritime internationale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Secrétariat général du Commonwealth, le Secrétariat général du Forum des Îles du Pacifique, et l'Union européenne.